



CONSEIL DÉPARTEMENTAL

BP 101

97600 MAMOUDZOU

0269 64 90 00

[www.cg976.fr](http://www.cg976.fr)

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE

CHARGÉE DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS

DIRECTION DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

## AVIS D'APPEL A PROJET :

### Externalisation de l'évaluation d'une partie des Informations Préoccupantes (IP) reçues à la CRIP 976

Appel à projet relevant de la compétence exclusive du Département

Qualité et adresse de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation :

**Le Président du Conseil départemental de Mayotte**

Conseil Département de Mayotte

8, rue de l'hôpital- BP 101

97600 MAMOUDZOU – MAYOTTE

*(Article L313-3 du code de l'action sociale et des familles)*

Date de lancement de l'appel à projet : **15 JUILLET 2024**

Date limite de dépôt des candidatures : **30 AOUT 2024**

## 1. Contenu et objectifs de l'appel à projet

### a) Objet de l'appel à projet

Afin de faire face au flux toujours plus important des informations entrantes (signalements et IP) à la Cellule de Recueil, de traitement et d'évaluation des Informations Préoccupantes (CRIP 976), le présent appel à projet vise à l'externalisation d'une partie des évaluations des Informations Préoccupantes (IP). Ainsi, ces dernières pourront être évaluées durant la période réglementaire de 1 à 3 mois, selon le degré d'urgence. Par la même occasion, c'est la charge de travail, aujourd'hui, trop excessif, des agents de la CRIP qui se verra ramené à un niveau standard tel que recommandé par la profession.

### b) Nature de l'intervention

L'opérateur retenu aura pour mission de procéder à l'évaluation des IP qui lui seront orientées par la CRIP, conformément au cahier des charges en annexe et aux conditions d'évaluation fixées par la loi et dans les délais, puis en faire retour à la CRIP.

### Territoire d'intervention

Le territoire visé est le Département de Mayotte

### c) Dispositions légales et réglementaires

- **La convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989**, et notamment les articles 9 et 10 ;
- **Le code civil**, et notamment les articles 375, 388 ;
- **Le code de l'Action Sociale et des Familles (CASF)**, et notamment les articles L112-3, L221-1, L222-2, L221-2-1, L221-2-2, L222-5, L223-2, L226-3, L228-3, L311-4 à L311-8, L312-1, 313-1 à L313-27, R221-11, R221-12, R221-15, R223-2 ;
- **Loi du 02 janvier 2002** rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

- **Loi n°2007-293 du 05 mars 2007** rénovant la protection de l'enfance ;
- **Loi n°2016-297 du 14 mars 2016** relative à la protection de l'enfant ;
- **Le décret n°2010-497 DU 17 mai 2010** modifié relatif au fonds national de financement de la protection de l'enfance ;
- **Le décret 2014-565 du 30 mai 2014** modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- **Décret n°2016-840 du 24 juin 2016** pris en application de l'article L.221-2-2 du code de l'action sociale et des familles et relatif à l'accueil et aux conditions d'évaluation de la situation des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille ;
- **La loi n° 2022-140 du 7 février 2022** relative à la protection des enfants ;
- **Le décret n°2010-870 du 26 juillet 2010** relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- **Arrêté du 30 août 2010** relatif au contenu minimal de l'état descriptif des principales caractéristiques du projet déposé dans le cadre de la procédure de l'appel à projet mentionnée à l'article L.313-1-1 du code de l'action sociale et des familles;
- **Arrêté du 17 novembre 2016** pris en application du décret n°2016-840 du 24 juin 2016 relatif aux modalités de l'évaluation des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille ;
- **Circulaire interministérielle du 25 janvier 2016** relative à la mobilisation des services de l'Etat auprès des conseils départementaux concernant les mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille et les personnes se présentant comme tels ;
- **La délibération du conseil départemental du 29 mars 2022, N°DL\_CP2022\_0050**, adoptant le schéma départemental de l'enfance et de la famille 2022 – 2027 ;

## 2. Cahier des charges

Le cahier des charges est joint au présent avis d'appel à projet qui sera diffusé sur le site internet du Département de Mayotte (<http://www.cg976.fr>)

## 3. Modalités d'instruction des projets et critères de sélection

Les projets seront analysés et instruits par le service Habilitation Tarification et Contrôle des Services et Etablissements Sociaux et Médico-sociaux de la Direction de la Protection de l'Enfance.

Les dossiers parvenus ou déposés après la date limite de dépôt des dossiers ne seront pas recevables (le récépissé de dépôt faisant foi et non le cachet de la poste).

La vérification des dossiers reçus dans la période de dépôt se fait en deux étapes :

- Vérification de la régularité administrative et de la complétude du dossier conformément à l'article R.313-5-1, 1<sup>er</sup> alinéa du CASF ; le cas échéant il peut être demandé aux candidats de compléter le dossier de candidature pour les informations administratives prévus à l'article R.313-4-3-1° du CASF, dans un délai de 15 jours.
- Les dossiers reçus complets à la date de clôture de la période de dépôt et ceux qui auront été complétés dans le délai indiqué ci-dessus seront analysés sur le fond du projet en fonction des critères de sélection et de notation des projets dont la liste est joint au présent avis (annexe 2).
- L'instructeur établira un compte rendu d'instruction motivé sur chacun des dossiers déposés. Sur la demande du Président de la Commission, l'instructeur pourra proposer un classement des projets selon les critères de sélection prévus pour l'appel à projet.
- La commission de sélection d'appel à projet, dont l'arrêté portant composition est publié au recueil des actes

administratifs du Département de Mayotte, se réunira pour examiner les projets et les classer.

- L'autorisation du projet sera notifiée au candidat retenu par lettre recommandée avec avis de réception et le sera par simple lettre aux autres candidats.
- En application de l'article R.313-6 du CASF, les décisions de refus préalable des projets seront notifiées dans un délai de huit jours suivant la réunion de la Commission.

#### 4. Modalités de transmission du dossier du candidat

Chaque candidat devra adresser, en une seule fois, un dossier de candidature par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

Le dossier sera constitué de:

- 2 exemplaires en version « papier »,
- 1 exemplaire en version dématérialisée (clé USB),

Le dossier du candidat (version papier et version dématérialisée) devra être adressé à :

**Monsieur Le Président du Conseil Départemental  
Département de Mayotte  
Direction de la Protection de l'Enfance  
Service Habilitation, Tarification et Contrôle des ESSMS  
Site Passamainty  
97600 Mamoudzou**

Le dossier du candidat pourra également être déposé en main propre, contre récépissé, à la Direction de la Protection de l'Enfance, site Passamainty, 97600 Mamoudzou, les jours ouvrés de 08h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

Qu'il soit envoyé ou déposé, le dossier de candidature sera dans une enveloppe cachetée, portant les mentions **«NE PAS OUVRIR»** et **« Appel à projet 2024 – Externalisation de l'évaluation d'une partie des Informations Préoccupantes (IP) reçues à la CRIP 976 »**.

La date limite de réception des dossiers est fixée au 30 août 2024, à 12H00.

## 5. Composition du dossier

Le candidat doit soumettre un dossier complet, comprenant deux parties distinctes (candidature et projet), conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 août 2010 et de l'article R.313-4-3 selon les items suivants :

### A. Concernant la candidature

Les pièces suivantes devront figurer au dossier et feront l'objet d'une sous enveloppe «candidature» :

- a) Les documents permettant d'identifier le candidat, notamment un de ses statuts s'il s'agit d'une personne morale de droit privé;
- b) Une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est pas l'objet de l'une des condamnations devenues définitives mentionnées au livre III du CASF;
- c) Une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est pas l'objet d'aucune des procédures mentionnées aux articles L.313-16, L.331-5, L.472-2 ou L.474-5 du CASF;
- d) Une copie de la dernière certification aux comptes s'il y est tenu en vertu du code de commerce;
- e) Des éléments descriptifs de son activité dans le domaine social et médico-social et de la situation financière de cette activité ou de son but social ou médico-social tel que résultant de ses statuts lorsqu'il ne dispose pas encore d'une telle activité;

### B. Concernant la réponse au projet

Les documents suivants seront joints au dossier et feront l'objet d'une sous enveloppe « projet »:

- a) Tout document permettant de décrire de manière complète le projet en réponse aux besoins décrits dans le cahier des charges ;
- b) Un état descriptif des principales caractéristiques auxquelles le projet doit satisfaire, dont le contenu minimal est fixé par arrêté, comportant notamment un bilan financier, un plan de financement et un budget prévisionnel ;

- c) Le cas échéant, l'exposé précis des variantes proposées et les conditions de respect des exigences minimales que ces dernières doivent respecter.
- d) Dans le cas où plusieurs personnes physiques ou morales gestionnaires s'associent pour proposer un projet, un état descriptif des modalités de coopération envisagées.

## 6. Publication et modalités de consultation de l'avis d'appel à projet

Le présent appel à projet est publié au recueil des actes administratifs et au bulletin officiel du Département de Mayotte. Cet avis (avec l'ensemble des documents qui le composent) est consultable et téléchargeable sur le site internet du conseil départemental de Mayotte (<http://www.cg976.fr>).

La date de publication sur ce site internet vaut ouverture de la période de dépôt des dossiers jusqu'à la date de clôture fixée au 30 août 2024 (Récépissé de dépôt faisant foi).

## 7. Précisions complémentaires

Les candidats peuvent demander à la cheffe de service Habilitation, Tarification et Contrôle des ESSMS, des compléments d'information jusqu'à l'expiration du délai de dépôt des dossiers, exclusivement par messagerie électronique, à l'adresse suivante :

[izaya.youssouf@cg976.fr](mailto:izaya.youssouf@cg976.fr), en mentionnant dans l'objet du courriel, la référence de l'appel à projet « Appel à projet 2024 – Externalisation de l'évaluation d'une partie des Informations Préoccupantes (IP) reçues à la CRIP 976 ».

Le service instructeur s'engage à en communiquer les réponses à caractère général à l'ensemble des promoteurs ayant demandé le cahier des charges, dans un souci de respect des principes d'équité et de transparence entre les candidats.

## 8. Calendrier prévisionnel

Date limite de réception des projets ou dépôt des dossiers de candidatures : 30 août 2024, à 12h00.

Date limite de la notification de l'autorisation : 3 mois à compter de la date limite de réception des offres, 30 Novembre 2024.

**Le président du conseil départemental  
De Mayotte**

**P.J.**

- annexe 1 : Cahier des charges
- annexe 2 : Grille d'évaluation (critères de notation)
- annexe 3 : Modèle de budget des ESSMS

## **ANNEXE 1**

### **CAHIER DES CHARGES**

#### **I. Présentation du cahier des charges et cadrage du projet**

##### **1. Intitulé**

L'appel à projet concerne *l'externalisation de l'évaluation d'une partie des Informations Préoccupantes (IP) reçues à la CRIP 976.*

##### **2. Contexte et objectifs généraux**

La loi du 05 mars 2007, réformant la protection de l'enfance place le conseil départemental comme chef de file des politiques sociales et médico-sociales.

En ce sens et entre autre, elle impose aux départements, la création d'une cellule départementale de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes (art. L 226-3 du CASF), ayant pour objectif de clarifier l'entrée dans le dispositif et éviter l'engorgement des Parquets qui en pratique pouvaient être saisis dès qu'une inquiétude existait pour un enfant sans qu'une évaluation première n'ait été menée. Il s'agit de centraliser le recueil des informations préoccupantes et d'organiser un circuit unique, facilement repérable, en ne laissant plus à chaque professionnel ou citoyen la responsabilité du choix de l'autorité à saisir. Une mesure qui renforce donc le rôle de chef de file de la protection de l'enfance du département.

Ainsi, le Département de Mayotte a, depuis longtemps, contrairement à d'autres, choisi de créer une CRIP rattachée directement aux services départementaux, plus précisément à la Direction de la Protection de l'Enfance. Soit une gestion interne des informations préoccupantes.

Cependant, face au flux toujours de plus en plus important des informations entrantes (signalements et IP) à la Cellule de Recueil, de traitement et d'évaluation des Informations Préoccupantes (CRIP 976), ne permettant pas aux seuls agents de la CRIP de procéder à toutes évaluations dans les délais requis, certaines IP pouvant dépassant les 12 mois sans avoir pu être évaluées, un premier appel à projet a été lancé en 2020 afin d'externaliser les évaluations relatives aux mineurs non accompagnés (MNA), cette partie constituant une part assez conséquente de l'activité de la CRIP.

Si cette externalisation a pu très largement soulager les agents de la CRIP et a permis de réduire radicalement le nombre d'IP non traitées dans le délai, force et de constater que certaines continuent malgré tout à dépasser les délais réglementaires et la charge de travail des agents demeurent bien plus importante que la moyenne nationale (50 situations par agent au lieu de 30).

C'est ainsi que le présent appel à projet vise à l'externalisation de l'évaluation d'une partie des Informations Préoccupantes, hors MNA, afin qu'il n'y est plus d'IP évaluées au-delà de la période réglementaire de 1 à 3 mois, selon le degré d'urgence, et permettre, par la même occasion, que la charge de travail des agents de la CRIP soit ramenée à un niveau standard tel que recommandé par la profession (30 situations par agent).

### 3. Cadrage du projet attendu

#### a. Cadrage juridique

- **La convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989**, et notamment les articles 9 et 10 ;
- **Le code civil**, et notamment les articles 375, 388 ;
- **Le code de l'Action Sociale et des Familles (CASF)**, et notamment les articles L112-3, L221-1, L222-2, L221-2-1, L221-2-2, L222-5, L223-2, L226-3, L228-3, L311-4 à L311-8, L312-1, 313-1 à L313-27, R221-11, R221-12, R221-15, R223-2 ;
- **Loi du 02 janvier 2002** rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- **Loi n°2007-293 du 05 mars 2007** rénovant la protection de l'enfance ;
- **Loi n°2016-297 du 14 mars 2016** relative à la protection de l'enfant ;
- **La loi n° 2022-140 du 7 février 2022** relative à la protection des enfants ;
- **Le décret n°2010-497 DU 17 mai 2010** modifié relatif au fonds national de financement de la protection de l'enfance ;
- **Le décret 2014-565 du 30 mai 2014** modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- **Décret n°2016-840 du 24 juin 2016** pris en application de l'article L.221-2-2 du code de l'action sociale et des familles et relatif à l'accueil et

aux conditions d'évaluation de la situation des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille ;

- **Le décret n°2010-870 du 26 juillet 2010** relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- **Arrêté du 30 août 2010** relatif au contenu minimal de l'état descriptif des principales caractéristiques du projet déposé dans le cadre de la procédure de l'appel à projet mentionnée à l'article L.313-1-1 du code de l'action sociale et des familles;
- **Arrêté du 17 novembre 2016** pris en application du décret n°2016-840 du 24 juin 2016 relatif aux modalités de l'évaluation des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille ;
- **Circulaire interministérielle du 25 janvier 2016** relative à la mobilisation des services de l'Etat auprès des conseils départementaux concernant les mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille et les personnes se présentant comme tels ;
- **La délibération du conseil départemental du 29 mars 2022, N°DL\_CP2022\_0050**, adoptant le schéma départemental de l'enfance et de la famille 2022 – 2027 ;

#### **b. Caractéristique du territoire concerné, synergie attendue du projet appelé avec l'offre existante**

Les partenaires institutionnels et associatifs font de plus en plus de signalements et informations préoccupantes des enfants en danger ou en risque de l'être sur le territoire.

Or, l'offre d'évaluation des situations d'enfants en danger ou en risque de l'être sur le Département relève majoritairement de la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP), service interne du Département, en dehors des évaluations liées aux MNA, ayant fait l'objet de délégation.

Les services de polyvalence de secteur font au mieux qu'ils peuvent des demandes d'évaluation que leur adresse la CRIP. Mais eu égard à leurs moyens (humains et matériels) très limités, la portée de leur aide est d'autant limitée.

De ce fait, l'accumulation d'IP non évaluées ou en retard d'évaluation est significative. Certains partenaires ou autres départements ayant demandé des évaluations à la CRIP 976 se trouvent donc parfois en difficultés, vu qu'ils attendent un retour afin de pouvoir prendre une décision.

### c. Informations Préoccupantes cibles détaillées

L'appel à projet concerne toutes les Informations Préoccupantes (IP) émanant des différents partenaires, non urgentes, ne nécessitant pas une mise à l'abri et ne concernant pas les mineurs non accompagnés (MNA).

Toutefois, l'appel à projet concerne un nombre annuel maximum de 800 Informations Préoccupantes (IP).

### d. Prestations et activités à mettre en œuvre

Il s'agira donc, pour l'opérateur retenu de :

- faire une évaluation sociale complète, et dans les délais réglementaires, de toutes les Informations préoccupantes (IP) qui seront orientées par le service CRIP,
- faire une analyse basée sur le recueil de données et de proposer, si possible, une orientation de la situation,

L'évaluation sera basée sur :

- les prises de contact et entretiens avec toutes les personnes et/ou autorités concernées,
- des visites à domicile,
- rencontres avec l'équipe éducative,
- rencontres avec la famille élargie
- un bilan de santé,

**En tout état de cause, l'évaluation se basera obligatoirement sur le référentiel d'évaluation des informations préoccupantes élaboré par la HAS, dont la loi du 7 février 2022 relative à la protection des enfants prévoit qu'il soit le cadre légal de référence de l'évaluation des situations de danger.**

### e. Objectifs de qualité

Les modalités d'évaluation et de prise en charge des IP :

- S'inscrire dans une démarche d'équité, de bienveillance et de rigueur juridique et technique ;
- Associer les familles, les personnes ressources et les partenaires à l'évaluation et en formaliser les modalités ;

### f. Délai de mise en œuvre

Le projet déposé devra permettre une mise en œuvre rapide.

Ce délai de mise en œuvre fait partie des critères du choix du candidat (annexe 2)

## **II. Contenu attendu des projets à soumettre à la commission**

### **1. Stratégie, gouvernance et pilotage**

#### **a) Modèle de gouvernance**

Des documents permettant d'identifier le gestionnaire, doivent être fournis (exemplaires des statuts pour les personnes morales de droit privé).

Des éléments descriptifs de son activité dans le domaine social doivent être apportés, ainsi que la situation financière de cette activité.

Le candidat doit apporter les éléments justifiant des niveaux de qualification prévus pour assurer la responsabilité des évaluations.

#### **b) Pilotage interne et évaluation**

Le candidat devra expliciter le mode de fonctionnement à mettre pour faire les évaluations. Les modalités d'évaluation qui seront utilisées, les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement de la démarche continue d'amélioration de la qualité et les indicateurs retenus.

#### **c) Partenariats**

Le projet devra faire état des partenariats et collaborations envisagés. Une formalisation des relations avec les partenaires est souhaitée.

Le candidat devra présenter un projet prenant en compte la nécessité d'articulation et de coopération entre les dispositifs et services de la Protection de l'Enfance du Département, notamment en termes de transmission d'information, et de concertation. Ces relations devront être explicitées.

### **2. Fonctionnement et organisation des prises en charges**

A la fin de chaque année civile, un bilan quantitatif et qualitatif sera établi. Cet outil de suivi de l'activité devra présenter les indicateurs suivants :

- Le nombre de dossiers reçus ;
- La durée de l'évaluation ;
- Les préconisations faites ;
- Les difficultés rencontrées en cas de non évaluation ;

### **III. Modalités d'évaluation des pratiques professionnelles**

Ces modalités devront être précisées dans le dossier de candidature.

#### **1. Ressources humaines**

L'équipe devra être pluridisciplinaire et répondre aux exigences de qualifications, de compétences et d'expériences requises pour l'évaluation des Informations Préoccupantes (IP).

Les professionnels mandatés pour effectuer les évaluations doivent justifier d'une formation ou d'une expérience en matière de connaissance du domaine de la protection de l'enfance, de psychologie de l'enfant et des droits des mineurs.

Le projet doit comprendre:

- Le tableau des effectifs par type de qualification et d'emplois ;
- Les recrutements envisagés en termes de compétences et d'expérience professionnelle;
- Un planning type envisagé sur une semaine ;
- La convention collective éventuelle dont relèvera le personnel ;
- Les éventuels intervenants extérieurs.

#### **2. Les modalités de tarification et de financement**

Le projet relève du cadre de la tarification des établissements ou services sociaux et médico-sociaux, prévue par les articles L314-1 à L314-9 du code de l'action sociale et des familles. La proposition budgétaire du candidat devra donc respecter le cadre de présentation normalisé des budgets sociaux et médico-sociaux (articles R314-9 à R314-13 du code de l'action sociale et des familles) (annexe 4).

Le financement du projet se fera par facturation mensuelle correspondant au nombre d'IP évaluées dans le mois. Le budget proposé par le candidat devra intégrer l'ensemble des charges de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'évaluation d'un nombre maximum de 800 Informations Préoccupantes (IP) annuelles. La détermination du coût d'une évaluation prendra comme base, le prix forfaitaire remboursé par l'Etat, aux départements, dans le cadre de l'évaluation et la mise à l'abri des mineurs non accompagnés.

Le candidat devra rechercher toutes les mutualisations possibles visant à optimiser le coût des évaluations.

Les documents financiers devant être joint au dossier de candidature sont:

- Un budget prévisionnel pour une année pleine de fonctionnement ;
- Les investissements envisagés et leurs modes de financement ;
- Les comptes annuels consolidés de l'organisme gestionnaire ;

### **3. Calendrier du projet**

Le candidat devra indiquer la date à laquelle il entend commencer les évaluations et présenter un retro planning des différentes étapes administratives et techniques de l'obtention de l'autorisation.

### **4. Suivi et évaluation**

L'évaluation de la pertinence de la réponse apportée prendra appui sur les dispositions des articles L311-3 à L311-8 du code de l'action sociale et des familles (démarche qualité, satisfaction des besoins du bénéficiaire et de sa famille, continuité de prise en charge...) et du présent cahier des charges.

Le candidat devra notamment expliciter les modalités d'évaluations internes et externes envisagées, en application de l'article L312-8 du code de l'action sociale et des familles, le référentiel d'évaluation qui sera utilisé, les modalités de mises en œuvre et de fonctionnement de la démarche continue d'amélioration de la qualité, des indicateurs retenus.

Les modalités d'évaluation des pratiques professionnelles propres à la structure devront être précisées dans le dossier de candidature (plan de formation, supervision.....).

### **5. Les variantes**

Pas de variantes possibles. L'offre devra s'appuyer sur le cadre réglementaire d'évaluation des IP.

## **ANNEXE 2**

<b>Grille d'évaluation</b>			
Thème	Critères de jugement des offres	Points-détails	Points total
Expérience du promoteur et délai de mise en œuvre du projet	- Expérience et références du candidat sur le secteur social et médico-social, et notamment de la protection de l'enfance	10	30
	- Connaissance du candidat en matière du droit de la protection de l'enfance	5	
	- Connaissance du public visé et de ses problématiques spécifiques	5	
	- Connaissance du territoire et de ses spécificités sociales, démographiques, politiques et géopolitiques	5	
	- Délai de mise en œuvre du projet	5	
Modalités de coopération	- Qualité et modalités de coopération avec les autres acteurs intervenant dans la protection de l'enfance sur le territoire et en particulier les services du Département,	10	20
	- Insertion fonctionnelle dans l'ensemble de l'offre de service de même nature du territoire,	10	
Valeur technique du projet	- Modalités d'organisation et de fonctionnement du dispositif	13	35
	- Qualité et conformité des propositions aux attentes du cahier des charges	12	
	- Adaptation des modalités d'évaluation selon le profil et les spécificités des personnes à prendre en charge ;	10	

Appréciation de l'efficience économique du projet	- Coût de fonctionnement pour les charges courantes	10	45
	- Coût de fonctionnement pour les charges de personnel	10	
	- Sincérité et précision du plan de financement proposé au regard des indicateurs départementaux	5	
	- Recherche de mutualisation des fonctions support (direction et administration, logistique,...) et du personnel technique, médical et paramédical.	10	
	- Accessibilité économique (coût unitaire de l'évaluation)	10	
Personnel	- Pertinence du tableau des effectifs présenté et du plan de formation envisagé	5	10
	- Ratio en ETP du personnel éducatif par rapport à l'ensemble du personnel	5	
TOTAL		140	

**CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL  
ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES**

<b> GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE</b>		Réel n-2	Budget exécutoir e n-1	Budget prévisionnel proposé			Dépenses autorisée s	Budget exécutoir e
				Recon- duction	Mesures nouvelle	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
<b>ACHATS</b>								
601	Achats stockés de matières premières et de fournitures							
602	Achats stockés - autres approvisionnements							
603	Variation des stocks							
606	Achats non stockés de matières et fournitures							
607	Achats de marchandise							
709	Rabais, remises, ristournes accordés par l'établissement							
713	Variations des stocks, en cours de production, produits (en dépenses)							
<b>SERVICES EXTERIEURS</b>								
6111	Sous-traitance: prestations à caractère médical							
6112	Sous-traitance: prestations à caractère médico-social							
<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>								
6241	Transports de biens							
6242	Transports d'usagers							
6247	Transports collectifs du personnel							
6248	Transports divers							
625	Déplacements, missions et réceptions							
626	Frais postaux et frais de télécommunications							
6281	Prestations de blanchissage à l'extérieur							
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur							
6283	Prestations de nettoyage à l'extérieur							
6284	Prestations d'informatique à l'extérieur							
6287	Remboursement de frais							
6288	Autres prestations							
<b>TOTAL GROUPE I</b>								

<b> GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL</b>		Réel n-2	Budget exécutoir e n-1	Budget prévisionnel proposé			Dépenses autorisée s	Budget exécutoir e
		(1)	(2)	Recon- duction	Mesures nouvelle	Total	(6)	(7)
		(5) = (3) + (4)						
621	Personnel extérieur à l'établissement							
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires							
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)							
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)							
641	Rémunération du personnel non médical							
642	Rémunération du personnel médical							
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance							
646	Personnes handicapées							
647	Autres charges sociales							
648	Autres charges de personnel							
<b>TOTAL GROUPE II</b>								

<b> GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE</b>		Réel n-2	Budget exécutoir e n-1	Budget prévisionnel proposé			Dépenses autorisé es	Budget exécutoir e
		(1)	(2)	Recon- ductio	Mesures nouvell	Total	(6)	(7)
		(5) = (3) + (4)						
612	Redevances de crédit bail							
6132	Locations immobilières							
6135	Locations mobilières							
614	Charges locatives et de co-propriété							
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers							
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers							
6156	Maintenance							
616	Primes d'assurances							
617	Etudes et recherches							
618	Divers							
623	Information, publications, relations publiques							
627	Services bancaires et assimilés							
635	Autres impôts taxes et versements assimilés (administration des impôts)							
637	Autres impôts taxes et versements assimilés (autres organismes)							

		Réel n-2	Budget exécutoir e n-1	Budget prévisionnel proposé			Dépenses autorisé es	Budget exécutoir e
		(1)	(2)	Recon- ductio	Mesures nouvell	Total	(6)	(7)
		(5) = (3) + (4)						
<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>								
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires							
654	Pertes sur créances irrécouvrables							
655	Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun <i>(établissements privés)</i>							
657	Subventions							
658	Charges diverses de gestion courante							
<b>CHARGES FINANCIERES</b>								
66	Charges financières							
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>								
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion							
673	Charges sur exercices antérieurs							
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés							
678	Autres charges exceptionnelles							
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS</b>								
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles							
6812	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir							
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation							
6816	corporelles							
6817	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants							
686	Dotations aux amortissements et aux provisions - charges financières							
687	Dotations aux amortissements et aux provisions - charges exceptionnelles							
68741	dotations à la provision réglementée destinée à renforcer les capitaux propres (établissements publics), réserve de trésorerie (établissements privés)							
68748	dotations aux provisions réglementées: réserves des plus values nettes (établissements privés)							
689	engagements réalisés sur ressources affectées (établissements privés)							
<b>TOTAL GROUPE III</b>								
<b>TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)</b>								

		RAN n-2	RAN n-1		Report à nouveau n		
002	Déficit de la section d'exploitation reporté						
	<b>TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION</b>						